

Burundi : l'Eglise catholique sceptique sur une sortie de crise pour bientôt

@rib News, 16/11/2017 " Source Aide à l'Eglise en détresse Burundi : " Le christianisme est une religion de moins à moins " 13 novembre 2017 Louvain " Depuis avril 2015 et la volonté du Président Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat, le pays traverse une grave crise politique qui a causé la mort de centaines de burundais et l'exil de milliers d'entre eux. Interview avec Mgr Joachim Ntahondereye, évêque de Muyinga et Président de la Conférence des Evêques catholiques du Burundi.

Quel est l'origine de la crise politico-sociale que traverse le pays depuis avril 2015? Mgr Joachim Ntahondereye " Le pays est en crise politique " cause d'une interprétation divergente de l'article 96 de la Constitution. Le Président estime que l'article ne permettait pas de briguer un autre mandat car l'article stipule que le Président est élu au suffrage universel et lui estime que lors de son 1er mandat de cinq ans, il n'avait pas été élu au suffrage universel mais seulement par les deux chambres du Parlement. Il estime donc qu'il est dans son droit. L'opposition n'est pas d'accord. L'article 302 dispose effectivement que " le premier Président de la République de la période post-transition est élu l'Assemblée nationale et le Sénat réunis en Congrès " , il ne dit pas que ce mandat ne compte pas. Par ailleurs elle estime que le mandat prend effet à partir du jour où le Président prête serment et qu'il n'a donc pas le droit d'un 3e mandat. Il y a donc une ambiguïté dans la Constitution qui, dans un jour, sera levée. Quelle est la situation aujourd'hui dans le pays, au quotidien? La situation est nettement améliorée ces derniers mois, maintenant on circule de jour comme de nuit sans grande difficulté malgré quelques postes de contrôle. Cependant il y a encore ici et là des arrestations et des disparitions arbitraires dont on ne parle pas mais qui sont réelles. Quant à l'économie elle a fortement souffert de cette crise, l'appauvrissement de la population s'est beaucoup accru, les prix ont augmenté, la monnaie a perdu de sa valeur. Beaucoup de burundais ont fui le pays, ils sont-ils réfugiés, dans quelles conditions vivent-ils? Il est difficile d'avoir les chiffres exacts, le HCR parle de 420.000 personnes, mais le gouvernement rejette ce chiffre. Cependant on sait qu'il y a deux camps de réfugiés en Tanzanie, un au Rwanda et un autre au Congo. Malgré deux demandes faites par l'intermédiaire du Diocèse de Kigoma, personne d'entre nous évêques du Burundi n'a pu visiter les camps qui se trouvent en Tanzanie, faute d'autorisation. J'ai pu un jour visiter celui du Rwanda et j'ai vu les conditions des réfugiés restent très précaires. Cependant, il me plaît de noter que les premiers d'entre eux sont en train de revenir au pays, en provenance des camps de la Tanzanie. Au moment où je partais pour cette visite en Europe, on comptait déjà environ un millier. D'autres ne souhaitent pas encore revenir car, même si la situation est améliorée ces derniers mois, le problème n'est pas résolu pour autant. Comment expliquer alors l'amélioration de la situation? L'amélioration car il n'y a plus de confrontations entre la Police et les manifestants comme c'était le cas à partir de 2015 et la fureur répressive qui a suivi la tentative de coup d'État du 13 mai de la même année s'est calmée. La violence radicale ayant fui l'étranger, la tension générale s'est apaisée et de violences a baissé mais le problème n'est pas résolu. L'État avait causé ce reste entier pour le moment. Trois rapports internationaux parus en septembre dénonçant des exactions et des violences commises a priori par le gouvernement ces deux dernières années. Le gouvernement, lui, dénonce ces rapports. Que pouvez-vous en dire? Il faudrait détailler chacun des rapports et voir les crimes dénoncés au cas par cas pour répondre précisément. Il est vrai que nous avons parfois des exactions et des arrestations, mais la situation aujourd'hui n'est plus la même que celle de 2015-2016 : elle s'est améliorée quand même largement. L'annonce de se retirer de la Cour Pénale Internationale ce 27 octobre? Oui, en effet, le gouvernement a fait toutes les démarches officielles en ce sens. Mais on peut se demander si cela changera grand-chose à la crise que nous traversons actuellement. Vous, la Conférence des Evêques catholiques du Burundi, avez envoyé le 10 septembre un message fort appelant à un dialogue inclusif, qu'entendez-vous par là? Je suis convaincu qu'il faut que le bien de notre pays requiert que tous les protagonistes de la crise s'assoient autour d'une même table pour chercher ensemble une solution, ce qui, jusqu'ici n'a pas pu se faire et ce malgré la mise en place d'un médiateur et d'un facilitateur. La Communauté des pays d'Afrique de l'Est. Des tentatives ont déjà été faites mais un vrai dialogue n'a jamais eu lieu. Le gouvernement refuse de parler avec tous ceux qu'il accuse d'avoir pris part à la tentative de coup d'État du 13 mai. Pourtant la douloureuse histoire de notre pays a montré que sans dialogue, la paix durable n'est pas possible. Le pays est-il majoritairement chrétien et catholique, une intervention du Pape serait-elle bienvenue? Oui bien sûr, même si vraisemblablement son message ne sera pas reçu de la même manière par les deux camps. Nous lui sommes reconnaissants les appels à prier pour notre pays, qu'il a déjà lancés car ceux-ci nous encouragent beaucoup. Si en passant visitait un jour le Burundi, ça serait encore mieux mais je ne sais pas si présentement les conditions sont réunies pour permettre un tel événement. L'Europe a-t-elle un rôle à jouer? Oui mais il faut que l'Union européenne considère davantage le bien du peuple et trouve un autre moyen de pression que de geler l'aide financière car c'est finalement la population qui s'en trouve pénalisée. Ceux qui sont aux commandes du gouvernement, eux, trouveront toujours le moyen de contourner le poids de ces sanctions et ce sont toujours, au final, les petites gens qui payent. Envisagez-vous une sortie de crise ces prochains mois? Nous espérons et nous le souhaitons de tout cœur, mais nous n'avons pas d'éléments concrets sur lesquels nous appuyer pour affirmer qu'une sortie de crise est pour bientôt. Comment se situe l'Eglise aujourd'hui? Même si nous avons entre 80 et 90% de chrétiens, j'aime rappeler que le christianisme n'est pas une religion de masse et ne sera jamais une religion des masses, c'est une religion de moins. C'est pourquoi nous cherchons à renforcer la formation de petites communautés vivantes dont les membres sont bien conscients des exigences de leur foi et en vivent effectivement au quotidien. C'est cette pastorale-là qui, nous le croyons, sauvera la foi dans notre pays. Avez-vous des vocations? Nous avons beaucoup de vocations, le nombre des demandes d'admission au Grand Séminaire augmente d'année en année. Il s'ensuit que plus que jamais nous avons à relever le défi du discernement de l'appel de ces vocations. Cette augmentation peut être due à des facteurs autres que la foi. Il y a lieu de craindre, par exemple, que dans un contexte de crise économique à haut taux de chômage il n'y ait qui postulent pour échapper à ce dérèglement. Quelle est la force de l'Eglise du Burundi? Sa foi et son espérance. Malgré la crise, il se passe de très belles choses

dont nous sommes tÃ©moins ; il y a dans notre pays de trÃ¨s beaux tÃ©moignages d'amour, de pardon, de rÃ©conciliation mÃame du souci du bien commun. C'est ce qui fait que nous sommes encore aujourd'hui et que nous nous sentons encouragÃ©s pour un avenir meilleur. Tout n'est pas perdu, loin de lÃ !

Ã

Ã

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});